

2) Celui de la commanderie de Boncourt (H 1766).

A la Bibliothèque nationale à Paris, se trouvent de nombreux cartulaires du Moyen Age des établissements ecclésiastiques de Laon :

Abbayes Saint-Jean (1), Saint-Vincent (3), évêché (1), chapitre de la cathédrale (1), chapelains de la cathédrale (1).

C'est en utilisant le grand cartulaire de Saint-Vincent (B. N. nouvelles acquis. latines 1927) que M. MENANT, élève de l'école normale supérieure, a pu faire en 1970 une maîtrise d'histoire sur l'agriculture dans le Laonnois au XII^e siècle qu'il a intitulée :

« *Aspect de l'économie rurale en Laonnois aux XII^e-XIII^e siècles* ». Nous en conservons un microfilm, malheureusement très abîmé, aux Archives de l'Aisne (I Mi 521 bis).

Les microfilms de quelques-uns de ces cartulaires de la Bibliothèque nationale se trouvent aux Archives de l'Aisne : Ceux de l'évêché, de Saint-Jean et des prébendes de la cathédrale.

G. DUMAS.

Les grands conseillers généraux et parlementaires de l'Aisne au début de la 3^e République

Le sujet choisi peut paraître bizarre. Mais c'était l'année dernière le centième anniversaire de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux qui est toujours en vigueur. Avant cette loi, sous le Second Empire, les membres du bureau du Conseil général étaient nommés par le gouvernement et non élus par leurs pairs comme depuis le vote de cette loi. Par ailleurs, dans l'intervalle des sessions, la commission départementale n'existait pas pour contrôler l'administration du préfet. C'est la loi de 1871 qui l'a créée.

D'autre part, cinq membres du conseil général de l'Aisne entre 1871 et 1914 ont joué un rôle considérable dans la science historique, la littérature, la diplomatie et la colonisation. Ils ont été aussi parlementaires de l'Aisne. Il s'agit, d'une part, de Waddington, Henri Martin et Saint-Vallier nés entre 1810 et 1833, décédés entre 1883 et 1894 ; d'autre part de Gabriel Hanotaux et de Paul Doumer nés entre 1853 et 1857 et décédés entre 1932 et 1944.

Certes, ces cinq grands hommes son inégalement connus. Ils sont aussi moins célèbres que les grands écrivains ayant illustré auparavant ou par la suite l'Aisne comme Racine et La Fontaine au XVII^e siècle, Dumas père au XIX^e et Claudel au XX^e. Ils le sont

peut-être aussi moins que les grands révolutionnaires de l'Aisne comme Condorcet, Desmoulins, Saint-Just, Fouquier-Tinville et Babeuf.

Mais songeons que de 1877 à 1898, en 21 ans, Waddington et Hanotaux comme ministres des affaires étrangères ; Saint-Vallier et Waddington, comme ambassadeurs, le premier à Berlin et le second à Saint-Pétersbourg et à Londres, ont dirigé en partie *la politique extérieure de la France*, spécialement au congrès de Berlin en 1878 qui régla provisoirement la question d'Orient, puis en développant l'alliance franco-russe.

De 1877 à 1898, Waddington fut ministre des affaires étrangères deux ans (déc. 1877 à déc. 1879) et Hanotaux quatre ans (mai 1894 à juin 1898), alors qu'entre eux, de 1879 à 1894, treize ministres se succédèrent. Aucun de ces derniers ne resta aussi longtemps qu'Hanotaux et, seul, Alexandre Ribot dépassa en durée Waddington (mars 1890 à janv. 1893, deux ans neuf mois). Freycinet à trois reprises différentes fut ministre et au total le fut plus de trois ans. Même, Jules Ferry ne resta aux Affaires étrangères que dix-huit mois.

C'est dire l'importance de Waddington et d'Hanotaux à la tête de la diplomatie française pendant 21 ans.

Pensons également que de 1894 à 1902, Hanotaux et Doumer ont développé la *colonisation française*, l'un comme ministre des affaires étrangères et l'autre comme gouverneur général de l'Indochine.

Hanotaux provoqua l'expédition de Madagascar et l'envoi de la mission Marchand au Soudan.

Waddington fut également *président du conseil* un an en 1879. Ce dernier fit même une incursion au *ministère de l'instruction publique* de mars 1876 à mai 1877 et Doumer au *ministère des finances* de 1895 à 1896.

L'activité politique et administrative de trois de ces grands hommes n'empêcha pas leur *travaux d'érudition historique* :

Henri Martin, Gabriel Hanotaux et Waddington furent, en effet, aussi de grands historiens et érudits. Les deux premiers entrèrent pour cela à l'académie française, le troisième à l'académie des inscriptions et belles lettres.

Les carrières politiques de ces cinq grands personnages sont assez parallèles.

Ceux de la *première génération* ne purent commencer ces carrières politiques qu'assez tard, à cause de leurs idées libérales et républicaines sous le Second Empire. Un seul fut conseiller général dès cette époque : Waddington.

Mais, il lui fallut attendre l'avènement de la Troisième République pour devenir député, en 1871, puis sénateur en 1876.

Les deux autres, Martin et Saint-Vallier, furent conseillers généraux seulement en 1871 et parlementaires, soit à partir de 1871, soit de 1876. Tous les trois étaient sénateurs de l'Aisne en 1876, à l'âge de 45, 50 ou 65 ans.

Par contre, Hanotaux et Doumer purent être députés dès l'âge de 31-33 ans, mais ils ne le restèrent pas longtemps (1886-1889, 1888-1889) par suite du développement du boulangisme. Hanotaux, qui fut en même temps conseiller général de 1886 à 1891, abandonna ensuite la politique et fut ministre technicien non parlementaire en 1894-1898.

Au contraire, Paul Doumer alla se présenter ailleurs aux élections législatives et continua une brillante carrière politique qui le mènera en 1931 à la Présidence de la République. Il ne fut conseiller général de l'Aisne qu'à partir de 1904. Ainsi après avoir été semblables, les destinées d'Hanotaux et de Doumer furent assez différentes.

Martin et surtout Waddington gardèrent à eux deux la *présidence du Conseil général de l'Aisne* plus de 20 ans, de 1871 à 1893, cette présidence qui était redevenue élective à partir de la loi du 11 août 1871. Mais aucun de nos cinq grands conseillers ne présida la Commission départementale.

Ces cinq grands hommes avaient aussi entre eux soit des *parentés*, soit des *relations amicales* : Martin était le grand oncle d'Hanotaux. Le même Martin attira Doumer dans l'Aisne, alors que ce dernier était originaire d'Aurillac et habitait Paris. En effet, Doumer avait épousé la fille d'un ancien inspecteur primaire de l'Aisne, ami de Martin.

Trois étaient de l'Aisne : Martin, Saint-Vallier et Hanotaux. Deux autres y étaient venus par hasard : Waddington d'origine anglaise était né en Eure-et-Loir et Doumer avait vu le jour à Aurillac.

Deux étaient du Vermandois : Martin de Saint-Quentin, Hanotaux de Beauvevoir (cant. de Bohain). Deux autres étaient enfants du Laonnois ou avaient été adoptés par lui : Saint-Vallier de Coucy-lès-Eppes (cant. de Sissonne), Doumer de Laon puis d'Anizy-le-Château.

Enfin, le dernier était fils adoptif du Valois : Waddington de La Ferté-Milon (cant. de Neuilly-Saint-Front).

Ils étaient voisins par leurs opinions politiques, mais aussi parfois par leur religion : Martin et Waddington étaient protestants.

Nous allons maintenant donner une biographie sommaire de chacun de ces cinq grands hommes :

WILLIAM HENRY WADDINGTON (1826-1894 : 68 ans)

Né à Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir) en 1826, fils d'un industriel anglais établi en France, il se fit naturaliser et fit d'excellentes études qu'il termina à Cambridge.

Il publia d'importants travaux d'épigraphie, de numismatique, d'archéologie et de philologie : « *Edit de Dioclétien ; Mélanges de numismatique et de philologie ; Voyage archéologique en Grèce et en Asie mineure* ». En conséquence, il fut admis à l'académie des inscriptions et belles lettres en 1865.

Il était protestant.

En même temps, il se présenta plusieurs fois dans l'Aisne contre des candidats officiels sous le Second Empire. Mais il ne fut élu à l'Assemblée nationale dans l'Aisne que sous la Troisième République en février 1871. Puis il devint sénateur de ce département de 1876 à 1894.

Il était républicain modéré. Il fut plusieurs fois ministre : de l'instruction publique en mai 1873 puis de nouveau de mars 1876 à mai 1877 (un an) ; ensuite des affaires étrangères de décembre 1877 à décembre 1879 (deux ans). Il cumula ce ministère avec la présidence du conseil de février à décembre 1879.

Il dirigea le premier ministère du président de la République Jules Grévy, après la démission de Mac-Mahon, c'est-à-dire le premier gouvernement vraiment républicain de la Troisième République. Sous son ministère, les condamnés de la Commune furent, presque tous, graciés. Par contre, les ambassadeurs, les préfets, les généraux de corps d'armée, les procureurs, etc. nommés par le ministère monarchiste de Broglie furent remplacés par de bons républicains.

En 1878, au congrès de Berlin, il avait représenté la France comme ministre des Affaires étrangères avec le comte de Saint-Vallier, conseiller général de Sissonne, le nouvel ambassadeur de France à Berlin. Au cours de ce congrès fut réglée provisoirement la question d'Orient et la carte politique et militaire des Balkans et de l'Asie mineure fut remaniée. Ce congrès avait suivi une guerre russo-turque.

Il dut se retirer à la fin de 1879 en raison de l'opposition entre le sénat conservateur et la chambre républicaine, au sujet des congrégations religieuses enseignantes.

Il fut ambassadeur extraordinaire de France en Russie en 1883 à l'occasion du couronnement d'Alexandre III. Ensuite il fut ambassadeur à Londres de 1883 à 1893.

Il présida le Conseil général de l'Aisne de 1871 à 1893, sauf de 1880 à 1883 où l'historien Henri Martin le remplaça, soit au total pendant 19 ans. Il représentait le canton de Neuilly-Saint-Front, depuis la fin du Second Empire, car il possédait une propriété à La Ferté-Milon.

Sa collection de monnaies grecques d'Asie mineure dont l'inventaire a été publié par E. Babelon, a été acquise par la Bibliothèque nationale en 1897.

BON LOUIS-HENRI MARTIN (1810-1883 : 73 ans)

Né à Saint-Quentin en 1810, il publia trois éditions (la seconde et la troisième étant remaniées) d'une monumentale « *Histoire de France* » (15 ou 16 volumes), où il attribua une grande influence aux Celtes. Cette histoire de France a beaucoup vieilli, en particulier parce qu'elle était le travail d'un homme seul. Elle a été remplacée par des travaux collectifs : ceux de Lavisse et d'Hanotaux.

Il publia d'autres ouvrages historiques : un livre sur « *Jeanne d'Arc* », un autre d'« *Etudes d'archéologie celtique* » et des travaux de propagande et d'actualité sur l'« *Unité italienne* », la « *Pologne* », les « *Napoléons* », etc.

Il entra à l'académie des inscriptions et belles lettres en 1871 et en 1878 à l'académie française.

Républicain modéré, il fut partisan de Thiers (auquel il succéda à l'académie française) mais fut hostile d'une part à l'Ordre moral, d'autre part à la Commune. Il devint député de l'Aisne en février 1871, puis sénateur du même département en 1876 (tout comme Waddington).

Il fut conseiller général de Saint-Quentin à partir de 1871 et présida le conseil général de 1880 à 1883 (date de sa mort).



COMTE DE SAINT-VALLIER (1833-1885 : 52 ans)

Né à Coucy-les-Eppes (cant. de Sissonne), chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères, il fut ambassadeur à Stuttgart de 1868 à 1870. Puis de 1871 à 1873, commissaire auprès de l'armée allemande d'occupation, il négocia l'évacuation du territoire.

Enfin il fut nommé ambassadeur à Berlin en 1877. Il y resta jusqu'en 1881. Il représenta la France au congrès de Berlin en 1878 aux côtés de Waddington, ministre des affaires étrangères, sénateur de l'Aisne et président du conseil général de ce département. Dans ce congrès, fut réglée provisoirement la question d'Orient dans les Balkans.

Entre temps, il avait été élu conseiller général de Sissonne en 1871, vice-président du conseil général en 1876 et la même année sénateur de l'Aisne (le sénat venant d'être créé). Il garda ces trois fonctions jusqu'à sa mort survenue prématurément en 1885.



GABRIEL HANOTAUX né à Beaufort (1853-1944 : 91 ans)

Ancien élève de l'Ecole des chartes, il fit sa carrière au ministère des Affaires étrangères à partir de 1879. Il fut successivement chef de cabinet de Ferry et de Gambetta, conseiller d'ambassade à Constantinople, directeur des consulats. En conséquence, il devint

ministre des Affaires étrangères, alors qu'il n'était plus parlementaire. Il le resta presque sans interruption quatre ans, de 1894 à 1898 surtout sous la direction de Méline, président du conseil. Il consolida l'alliance franco-russe et développa la colonisation française par l'expédition de Madagascar et l'envoi de la mission Marchand au Soudan.

Il avait été député républicain de l'Aisne de 1886 à 1889 et conseiller général de Sains-Richaumont de 1886 à 1891. Mais il fut battu à Guise lors des élections législatives de 1889 par un partisan du général Boulanger.

Après 1898, Gabriel Hanotaux se consacra presque uniquement à l'histoire. Il dirigea, en particulier, l'« *Histoire de la Nation Française* » (1920-1929). Il publia aussi : « *L'Histoire du cardinal de Richelieu ; l'Histoire de la France contemporaine ; l'Histoire illustrée de la guerre 1914-1918 ; l'Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde.* » Il entra à l'académie française en 1897.

Toutefois, il fut délégué de la France à la Société des Nations en 1918 et ambassadeur extraordinaire à Rome en 1920.

**

PAUL DOUMER (1857-1932 : 75 ans)

Né en 1857 à Aurillac, il débuta d'abord dans l'enseignement. Puis l'historien et sénateur de l'Aisne Henri Martin, ami de la famille de sa femme, fille d'un ancien inspecteur primaire de l'Aisne, le fit venir à Laon et lui confia en 1884 le poste de rédacteur en chef du « *Courrier de l'Aisne* ». Fixé à Laon, 36, Boulevard Michelet, Paul Doumer fit une très violente campagne en faveur du parti radical.

Il abandonna le « *Courrier* » en 1885 pour fonder un journal plus à gauche : « *La Tribune de l'Aisne* ». Il créa ensuite l'association républicaine du canton de Laon. Il fut élu conseiller municipal radical de cette ville le 30 octobre 1885, puis premier adjoint au maire le 12 novembre suivant. Le 25 mars 1888, il se présenta dans l'Aisne, à une élection législative partielle, contre un candidat royaliste et le fameux général Boulanger. Celui-ci, bien qu'ayant obtenu près de deux fois plus de voix que Doumer (45.089 contre 26.850), se désista pour représenter à la chambre le département du Nord, où il venait d'être élu. Doumer fut, par suite, élu au deuxième tour le 8 avril 1888 par 42.244 voix contre 33.444 à son adversaire orléaniste.

Mais il fut battu, dix huit mois après, le 22 septembre 1889 dans la deuxième circonscription de Laon (Chauny - La Fère), par le candidat boulangiste Castelin, en même temps que Gabriel Hanotaux, aussi radical, était battu par le comte Cafarelli révisionniste (membre de la droite) dans la deuxième circonscription de Vervins (Guise-Le Nouvion).

Alors il quitta Laon et devint député de l'Yonne en 1890. Il le resta jusqu'en 1896, date à laquelle il fut nommé Gouverneur général de l'Indochine. Entre-temps, il avait été ministre des Finances de 1895 à 1896. Il déposa alors un projet d'impôt sur le revenu dont le principe ne devait être accepté qu'en 1917. En Indochine, il développa beaucoup les travaux publics. Le pont principal d'Hanoi à gardé son nom.

Il revint en avril 1902 dans l'Aisne et se fixa à Anizy-le-Château où il acquit une propriété. Il fut alors élu député de la deuxième circonscription de Laon (Chauny - La Fère) comme candidat radical. Puis en 1904, il devint conseiller général d'Anizy. Il le restera jusqu'à sa mort.

Mais il devient radical dissident et s'oppose au nouveau parti radical-socialiste dirigé par Combes et Camille Pelletan. Il fait tomber le ministère du premier et se fait élire en 1904 à la présidence de la commission des finances et en janvier 1905 et 1906 à la présidence de la Chambre par les modérés, contre les candidats radicaux-socialistes. Mais en 1906, il ne peut battre le candidat de la gauche Fallières à la présidence de la République.

Aussi, après avoir été réélu député de Chauny - La Fère en 1906, il est battu en 1910 par un ancien boulangiste, car il avait été abandonné par les électeurs radicaux socialistes.

Il se fait alors élire sénateur de la Corse en 1912. Il y sera réélu jusqu'à sa mort.

Il est de nouveau deux fois ministre des Finances en 1921-1922 et en 1925-1926. Puis il est élu Président du Sénat en janvier 1927 et Président du Conseil général de l'Aisne le 29 septembre de la même année. Il le reste jusqu'en 1931, année de son élection comme président de la République. Il l'avait été déjà en 1924-1925. En mai 1931, il est élu Président de la République par le centre et la droite, contre Briand, candidat de la gauche. Il est assassiné un an après, le 6 mai 1932.

Il avait eu quatre fils tués en 1914-1918.

Ses œuvres sont : *Le livre de mes fils, l'Indochine française.*

G. DUMAS,
Directeur des Archives
de l'Aisne.



Bibliographie

Pour rédiger ces notices, on a utilisé les ouvrages suivants :

A. - Pour les cinq grands personnages :

1) *La grande encyclopédie, inventaire raisonné des sciences, des lettres et des arts par une société de savants et de gens de lettres* (Paris, Lamirault, 1885-1902 - 31 vol. in-4°). Arch. Aisne, usuel.

2) *Grand Larousse encyclopédique* (Paris, Larousse, 1960-1964, 10 vol. in-4°). Arch. Aisne, usuel.

3) Collection des délibérations du Conseil général de l'Aisne. Arch. Aisne, usuel.

4) Jacques CHASTENET, *Histoire de la Troisième République* (Paris, Hachette, 1952-1962. 6 premiers tomes, 1870 à 1938). Arch. Aisne 8° 2026.

5) WESTERCAMP, *Un siècle et demi de législature, les députés successifs du département de l'Aisne de 1789 à 1936*, pp. 81 à 122 du tome XXVIII du « *Bulletin de la Société académique de Laon* » (1938). Arch. Aisne 8° R 6/37.

B. - Pour DOUMER et HANOTAUX :

Dictionnaire des parlementaires français (de 1889 à 1939) (Paris, P.U.F., 1960 - en cours. 6 vol. in-8° parus jusqu'à L). Arch. Aisne 8° 2102.

C. - Pour Henri MARTIN :

Gabriel HANOTAUX, *Henri Martin, sa vie, ses œuvres, son temps* (1810-1883) (Paris, Cerf, 1983. In-8°, VII, 340 pages). Arch. Aisne 8° 161.

D. - Pour SAINT-VALLIER :

Dossier « *Piette textes personnages* » des Archives de l'Aisne : « *Saint-Vallier* ».

E. - Pour Paul DOUMER :

1) *Dictionnaire de biographie française* (Paris, Letouzey, 1933 en cours. 13 volumes in-4° parus jusqu'à F). Arch. Aisne usuel.

2) WESTERCAMP, *Le Laonnois pittoresque* (Laon, 1930), pp. 214 à 219 : biographie de Paul DOUMER. Arch. Aisne 8° 1512.

3) Dossiers « *Piette - textes et iconographie - personnages* » des Archives de l'Aisne : « *Doumer* » constitués par les journaux et les magazines parus lors de l'élection de Paul DOUMER, à la présidence de la République et lors de son assassinat .

F. - Pour Gabriel HANOTAUX :

1) *Dictionnaire biographique... des notabilités... de l'Aisne* (Paris, Jouve, 1895. In-8°). On y trouve une biographie d'HANOTAUX. Arch. Aisne, usuel.

2) *Gabriel Hanotaux*, brochure éditée par « Les amis de Gabriel Hanotaux » (Royat, Aix-les-Bains, 1943. In-4°, 80 pages). Arch. Aisne 4° br 123.

G. - Pour la loi de 1871 sur les conseils généraux et le régime qui a précédé cette loi :

1) Gabriel LEPOINTE, *Histoire des institutions du droit public français au XIX^e siècle* (1789-1914) (Paris, Domat Montchrestien, 1953). Arch. de l'Aisne, 8° 1635.

2) Félix PONTEIL, *Les institutions de la France de 1814 à 1870* (Paris, P.U.F., 1966). Arch. de l'Aisne, 8° 2312.

3) R. BONNAUD-DELAMARE, *Loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux* (Paris, Sirey, 1951. In-8°, 165 pages). Archives de l'Aisne, bibl. admi. 8° 243.

Saint Bernard, les Roucy et les Montmirail

Pour étudier les liens étroits qui unissent les familles des Roucy et de Montmirail, au XII^e siècle, nous possédons deux précieux documents d'époque, qui par leur table généalogique nous donnent des quantités de renseignements précieux. Le premier de ces manuscrits est le ms 166 bis, de Laon, *les miracles de Notre-Dame de Laon*, rédigé par Hermann de Tournai, fidèle secrétaire et ami de l'évêque Barthélemy de Jur et qui, pour raconter tous les événements de l'épiscopat, commence par une généalogie très détaillée de ce Barthélemy, un Roucy par sa mère. Le deuxième qui complète et confirme les données du premier, est un manuscrit provenant de l'abbaye de Foigny, actuellement à Paris B. N. fonds latin 9.376, et qui contient lui aussi une très abondante généalogie de la famille des Roucy. L'origine de cette puissante maison remonte à Raynaud, un Normand qui s'est incrusté sur la motte de Roucy surveillant la rivière d'Aisne, après les invasions normandes, et qui a épousé Albrade, la fille que la reine Gerberge, femme du roi carolingien Louis IV d'Outremer avait eue de son premier mari, le duc Gislebert de Lorraine, prince qui s'était noyé accidentellement dans le Rhin. Ce Raynaud et sa femme Albrade étaient d'ailleurs enterrés à Saint-Remi de Reims, contre la tombe de la reine Gerberge.

Il n'est pas notre propos, aujourd'hui, de nous occuper de tous les descendants de ce Roucy, mais de remarquer qu'ils sont extrêmement nombreux au XII^e siècle, quoique le comté, au XI^e siècle, ait failli disparaître, Eble 1^{er} de Roucy étant mort jeune, ne laissant que deux jeunes héritières. C'est l'une d'elles, Adelade, qui épousera Hilduin de Montdidier, comte de Ramerupt (Haute-Marne). De cette union naîtront sept filles et trois fils qui seront eux-mêmes mariés aux plus grandes familles de France, d'Espagne, de Bourgondie et de Lotharingie, nous disent les textes. En effet, ils s'allieront à la famille royale capétienne, au roi d'Aragon, au prince de Sicile, et naturellement, à la famille des Coucy, et plus tard, nous allons le voir, à la famille des Montmirail.

Si, des trois fils d'Hilduin, Eble II de Roucy a l'audace d'aller à la Reconquista en Aragon, avec une armée plus belle que celle du roi Louis VI le Gros, comme l'écrit d'un ton pincé l'abbé Suger,